



Accord-cadre pour la mise à disposition de solutions d'IA pour le Groupe Caisse des Dépôts

Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)

Annexe 1 : Liste des membres du groupement d'achats

1. Eléments de contexte

1.1 Les missions de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un Groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il remplit ses missions en appui des politiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles.

Pour décliner ses missions et proposer une gamme complète d'accompagnements, la Caisse des Dépôts est aujourd'hui organisée autour de **quatre métiers** et de **deux partenaires stratégiques**.

Le soutien aux projets des territoires

Créée en 2018, la **Banque des Territoires** accompagne les territoires et leurs acteurs en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Avec 16 directions régionales, 37 implantations territoriales et deux filiales, CDC Habitat et la SCET, elle propose une offre complète en ingénierie et en montage de projet aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers, avec l'ambition d'agir pour des territoires plus durables et plus solidaires.

Politiques sociales : La **direction des politiques sociales (DPS)** de la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie des Français. Tiers de confiance, elle concourt à la cohésion sociale et à la réduction de la fracture territoriale, en intervenant principalement dans quatre domaines : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, le grand âge et la santé. Gestionnaire de 66 fonds et mandats, partenaire privilégié de 63 000 employeurs publics, la direction des politiques sociales apporte des solutions fiables et innovantes à ses clients et aux pouvoirs publics.

Les **gestions d'actifs (GDA)** gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts (obligations, actions, non coté, immobilier, forêts, etc.), issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public (avec 288 Md€ d'encours d'actifs sous gestion) et premier investisseur sur les PME françaises cotées, GDA investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales (CDC Croissance, La Société Forestière, CDC Investissement Immobilier), dans une perspective de long terme et responsable.

La **gestion des participations stratégiques (GPS)** gère les opérations d'acquisition et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence. Elle contribue à la définition de la position actionnariale de la CDC ainsi qu'à l'accompagnement stratégique et financier des filiales, tout en coordonnant les priorités entre le Groupe et ses filiales. Investisseur de long terme, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent les missions d'intérêt général.

Nos deux partenaires stratégiques sont Bpifrance et le Groupe La Poste :

Bpifrance est une banque publique d'investissement détenue par la Caisse des Dépôts et l'État qui a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française, en appui des politiques publiques. Elle finance les entreprises à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau, et un programme d'accélération pour les start-up, PME et ETI.

Intégré au périmètre de consolidation financière du groupe Caisse des Dépôts depuis mars 2020, **le Groupe La Poste** accompagne tous les Français en offrant des services utiles et adaptés à

leurs besoins. A travers ses quatre missions de services publics (courrier, services bancaires pour tous, aménagement du territoire via présence postale, presse) il accompagne les grandes transitions écologique, territoriale, démographique et numérique qui impactent la société.

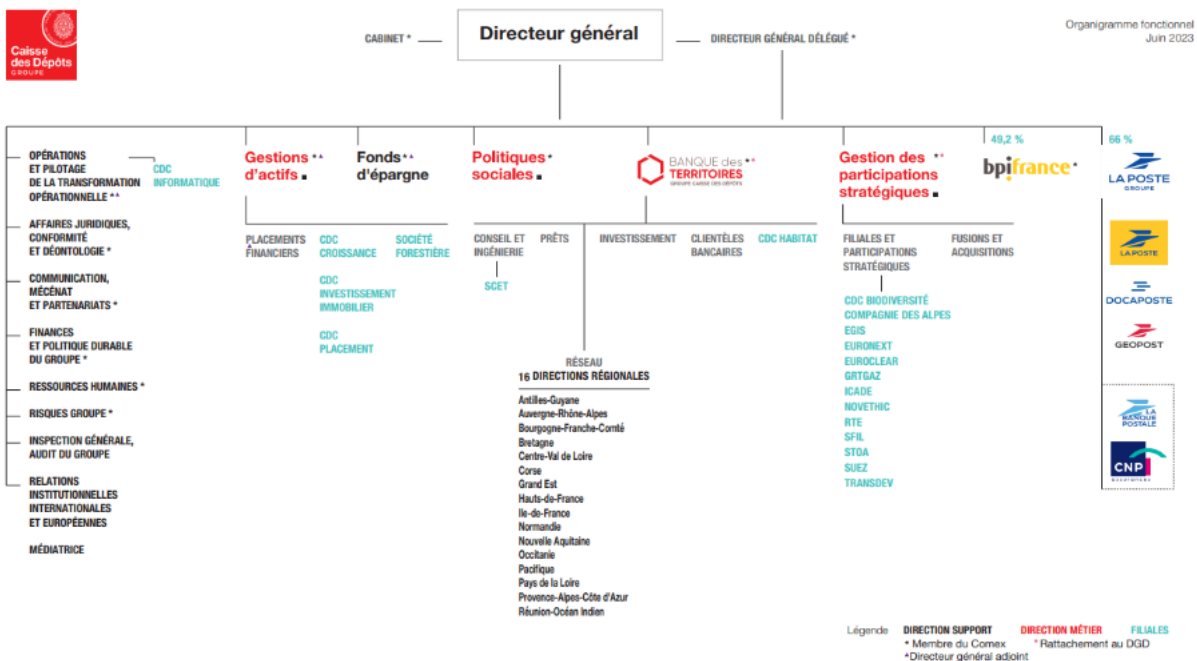
1.2 L'établissement public

Le Groupe compte près de 350 000 collaborateurs dans le monde dont près de 7 500 pour l'Établissement Public (EP). Son bilan social agrégé atteint 1360 Md€, et sa contribution au budget de l'Etat était de 2,5 Md€ en 2023.

Pour mettre en œuvre ses différents métiers, la Caisse des Dépôts s'appuie sur l'établissement public organisé autour de fonctions transversales et de directions opérationnelles.

- **Les directions opérationnelles :**
 - La Banque des territoires composée de :
 - La direction des clientèles bancaires
 - La direction de l'investissement
 - La direction des prêts
 - La direction du réseau
 - La Scet
 - CDC Habitat
 - La direction des gestions d'actifs
 - La direction des politiques sociales
 - La direction de la gestion des participations stratégiques
- **Les fonctions transversales :**
 - Affaires juridiques, conformité et déontologie
 - Communication, mécénat et partenariats
 - Finances et politique durable du Groupe
 - Fonds d'épargne
 - Inspection générale, audit du Groupe
 - Opérations et pilotage de la transformation opérationnelle
 - Relations institutionnelles, internationales et européennes
 - Ressources humaines
 - Risques

Pour plus d'informations : www.groupecaisseledesdepots.fr



Notre établissement, par son identité historique résolument tournée vers l'intérêt général, s'engage à être un acteur exemplaire de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale.

En 2022, la Caisse des Dépôts a adopté sa raison d'être, véritable boussole pour ses missions, qui se traduit par des engagements ambitieux en matière environnementale, sociale et de gouvernance dans le cadre de sa politique durable et notamment sa politique d'achats responsables, déclinée dans son SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) 2024-2027.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts s'engage et attend de ses fournisseurs qu'ils prennent en compte lors de l'exécution des prestations ses engagements et sa politique en matière de développement durable et notamment les axes suivants :

- Réduction de l'impact environnemental : décarbonation, réduction des déchets, sobriété des consommations d'eau et d'énergie.
- Insertion sociale et professionnelle de tous.
- Promotion de l'égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations.
- A ce titre, la Caisse des Dépôts a obtenu les labels « Egalité professionnelle » et « Diversité », délivrés par l'Association française de normalisation (Afnor). Ces distinctions récompensent notre politique volontariste en faveur d'une égalité et d'une inclusion effectives pour toutes et tous.

2. Présentation Générale

2.1 Présentation du groupement d'achats

Le groupement d'achats est composé de la CDC, de Bpifrance et des entités du Groupe Caisse des Dépôts mentionnées en annexe 1. Il vise à mutualiser les besoins en matière d'intelligence artificielle et à massifier les achats pour garantir l'accès aux meilleures solutions au meilleur coût.

2.2 Objet du marché

Le présent document vise à formaliser l'expression de besoins du groupement d'achats dans le cadre d'un appel d'offres portant sur l'accès à des services d'intelligence artificielle (IA), des prestations expertes et de la puissance de calcul (compute), via un contrat unique (pour chacun des lots de l'appel d'offres) dont bénéficieront l'ensemble des membres du groupement d'achats.

L'objet du marché est de recourir au catalogue du distributeur retenu dans le cadre de ce marché afin de disposer auprès de fournisseurs d'un accès à des services d'intelligence artificielle, des prestations d'expertises et de la puissance de calcul.

L'enjeu est de donner au groupement les moyens d'être proactif et exemplaire dans son utilisation de l'IA, au service des missions lui étant confiées ; la performance du modèle économique de son accession aux services d'IA, IA générative et IA agentique est donc clef pour la valeur qu'il apporte aux institutions publiques, collectivités, entreprises et particuliers.

L'ambition est de doter les membres du groupement d'un accès facilité, sécurisé et souverain aux meilleures ressources IA disponibles sur le marché, tout en garantissant la conformité réglementaire, la performance économique et la souplesse d'exécution.

Chaque lot de l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché sous la forme d'un accord-cadre, conclu avec un seul titulaire (pouvant être un groupement d'opérateurs économiques). Pour chaque lot, l'accord-cadre a pour objet la fourniture d'une gamme de services (IA et prestations expertes ou compute, selon le lot considéré).

La consommation des produits et services validés au catalogue du titulaire de chaque lot sera par la suite librement opérée par chaque entité du groupement dans les conditions précisées dans le cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre, suivant son besoin et ses procédures d'achats, sans nécessité de remise en concurrence, et de façon adossée aux termes et tarifs convenus au titre de l'accord cadre ; et/ou par plusieurs entités ensemble dans le cas de sujets communs. A noter que pour les solutions Saas du lot 1 et les prestations du lot 2, les solutions doivent être accessibles depuis les sites des entités du groupement, avec des accès distants sécurisés.

2.3 Périmètre du Besoin

Deux besoins principaux ont été identifiés :

- Accès aux services d'IA (LLM, agents IA, assistants conversationnels) et à de la prestation experte en lien avec ces services d'IA (accompagnement, personnalisation, fine-tuning notamment, ainsi que transfert de compétences aux équipes IA des filiales) ;

- Accès à du compute (GPU, infrastructures souveraines) et de la prestation experte (installation, optimisation, transferts de compétences notamment).

Les besoins identifiés ci-dessus donneront lieu à un accord-cadre à deux lots dans le cadre de l'appel d'offres pour la fourniture d'une gamme de solutions et de services.

Au regard des besoins des entités régulées du Groupe, les solutions proposées au titre du lot 2 comprendront notamment une ou plusieurs solutions qualifiées SecNumCloud. S'agissant du lot 1, les offres d'IA étant en évolution rapide, et leur compatibilité aux exigences du SecNumCloud n'étant à ce jour pas assurée, le catalogue proposé par le titulaire du lot, à fournir sous la forme d'un tableur Excel, devra prendre en compte les dates de disponibilité des offres qualifiées SecNumCloud.

3. Spécifications communes aux deux lots

3.1 Périmètre

Les solutions doivent couvrir les besoins en IA, prestations d'expertises et compute. Pour les solutions SaaS du lot 1, les déploiements doivent être possibles en on-premise, cloud public, cloud local et cloud qualifié SecNumCloud. Pour les prestations du lot 2, les déploiements doivent être possibles en cloud public, cloud local et cloud qualifié SecNumCloud.

Les solutions doivent prendre en compte les enjeux de frugalité au titre des enjeux climatiques et écologiques ; les catalogues proposés doivent explicitement mettre cette dimension en avant.

3.2 Expertise technique requise

A minima une des solutions doit être maîtrisée end-to-end : de la préformation des modèles à leur déploiement, en passant par le fine-tuning sur des données classifiées sans fuite.

Les solutions doivent être adaptées aux environnements critiques :

- Déploiement on premise, sur des cloud locaux ou des clouds qualifiés SecNumCloud pour le traitement de données personnelles, bancaires, etc.
- Déploiement en air-gapped ou edge (résilience pour les secteurs transport, énergie, défense).
- Modèles légers optimisés pour les systèmes à faible empreinte écologique.
- Personnalisation extrême : Adaptation / apprentissage aux langues rares, mais aussi français et européens, aux garderails éthiques et aux cas d'usage spécifiques (ex : analyse de données classifiées, outils d'aide à la décision).

3.3 Gouvernance

3.3.1. Accès aux fournisseurs

Le titulaire de chaque accord-cadre assure un accès opérationnel direct des entités membres du groupement d'achats aux fournisseurs répertoriés dans son catalogue, à fins d'efficacité et de maîtrise des délais opérationnels.

3.3.2. Suivi de l'exécution du marché

Un comité de pilotage biannuel sera mis en place pour suivre l'exécution du marché, gérer les évolutions et résoudre les éventuelles difficultés.

3.4 Pilotage des prestations

Le titulaire de chaque accord-cadre devra fournir des reportings trimestriels et assurer un support structuré.

3.5 Certifications et transparence

Pour chacune des certifications SOC 2, ISO 27001/27701, SecNumCloud, HDS, au moins une solution doit être proposée. Si la certification n'est pas effective à la date de remise des offres, le titulaire devra expliciter dans son mémoire technique sa capacité à y répondre et indiquer la date éventuelle de mise à disposition de la solution certifiée.

Le catalogue devra également indiquer le niveau de transparence des solutions, a minima au regard de l'audibilité des modèles (**notamment via l'accès aux logs et la documentation des modèles**) et de la nature de la solution (open-source vs. Solution propriétaire).

4. Nature des prestations attendues – Spécifications propre au lot 1

4.1 Accès aux services IA

Accès à des solutions d'IA, IA générative et IA agentique, couvrant les assistants conversationnels, les outils de développement augmentés, les plateformes d'orchestration d'agents, le développement de modèle à façon, etc.

A titre illustratif et sans vocation à l'exhaustivité, voici le type de cas d'usage pouvant venir consommer ces services :

- Assistants généralistes
- Assistants spécialisés (ex : conseillers call center)
- Agents spécialisés (par ex : RH ; Sécurité ; Achats)
- Recherche documentaire avancée

- Appui aux audits, aux contrôles
- Développement informatique
- Analyse augmentée des contrats et polices
- OCR sur documents manuscrits et tapuscrits complexes
- Traduction (solution souveraine)
- RAG (Retrieval Augmented Generation) sur les données d'entreprise
- RAG sur les systèmes de knowledge management

4.2 Niveaux de service – Lot 1

Les spécifications ci-après ne sont pas requises pour toutes les solutions du catalogue du titulaire. Les niveaux de services proposés doivent être similaires à des niveaux standards, comme suit :

4.2.1. Disponibilité des services

- Plateformes IA : 99,9 % de disponibilité mensuelle garantie (hors maintenances planifiées).
- Fenêtre de maintenance planifiée : notification au moins 5 jours ouvrés à l'avance, durée maximale 4h consécutives, hors heures ouvrées.
- Garantie de Temps de Rétablissement : 4h
- Existence de plans de gestion de crise et de continuité d'activité (PCA/PRA) pour garantir la continuité d'activité

4.2.2. Support technique

- Support standard (incident non bloquant production) : 8h-18h, jours ouvrés, réponse sous 4h ouvrées.
- Support critique (incident bloquant production) : 24/7, réponse sous 1h, résolution sous 4h.
- Canaux : portail web, email, téléphone.

4.2.3. Délai de fourniture

- Fourniture d'un devis : sous 2 jours ouvrés après demande, étant entendu que les prix sont en tous les cas ceux fixés par l'accord-cadre (le devis correspond donc uniquement à la définition de la taille du service demandé, dans le cadre d'un appel à prestation experte par exemple)
- Mise à disposition d'un service IA : sous 2 jours ouvrés après commande.
- Activation d'une prestation experte : sous 5 jours ouvrés après commande.

4.2.4. Performance

- Output speed : 50 tokens par seconde

4.2.5. Sécurité et conformité

- Notification de la détection d'un incident de sécurité : sous 1h après détection.
- Fourniture de la description de l'incident et de son impact : sous 48h après la détection de l'incident.

- Mise en œuvre d'un correctif temporaire ou d'une solution palliative dans les 5 jours à compter de la détection de l'incident.

4.2.6. Réversibilité

- Restitution des données : sous 10 jours ouvrés après demande de sortie.
- Accompagnement à la migration : plan de réversibilité fourni sous 15 jours après notification.

4.2.7. Reporting

- Rapport mensuel d'activité : disponibilité, incidents, SLA, consommation, conformité.
- Comité de pilotage : biannuel, avec rapport détaillé transmis 5 jours avant la réunion.

4.3 Personae et usages

Les solutions doivent répondre aux besoins de différents profils utilisateurs :

Personae	Exigences fonctionnelles
Utilisateurs métiers	Agents IA préconfigurés pour tâches spécifiques
Citizen developers / chefs de projet	Constructeurs d'agents sans code
Développeurs / data scientists	Plateformes de développement d'agents
Chercheurs / ingénieurs R&D	Plateformes d'entraînement d'agents

4.4 Personnalisation et innovation

Le secteur de l'IA, IA générative et IA agentique évoluant énormément et constamment, l'innovation des acteurs retenus au niveau du catalogue proposé doit être verticalisée, menée en collaboration avec des chercheurs de niveau mondial, et inclure la capacité à innover sur les modèles et solutions dédiés aux métiers du secteur public et entraînés de manière responsable avec des données européennes et françaises.

L'accord-cadre doit en outre couvrir les aspects de :

- Flexibilité : La gamme des produits et services doivent être déployables, sur tout type d'infrastructure (privé, public, SecNumCloud, On-promise)
- Simplicité : l'offre commerciale doit être simple et transparente, sans coûts cachés, permettant de prévoir les coûts sur toute la durée du contrat
- Adaptabilité : les produits et services IA étant en constante et fréquente évolution, il doit être possible d'accéder au fil du temps, sur la durée du contrat, aux technologies et produits futurs des acteurs retenus pour fournir les produits et service au catalogue du titulaire de l'accord-cadre.

4.5 Prestations d'expertises

Les membres du groupement pourront commander des prestations de conseil / d'expertise, en fonction de leurs besoins, pour notamment accompagner les entités dans le fine-tuning, l'optimisation et le transfert de compétences.

Sans vocation à l'exhaustivité, voici les types de cas qui pourraient être traités :

- Création de produits IA personnalisés
- Modèles et services IA adaptés aux données propriétaires
- Accès à des experts et chercheurs
- Accompagnement dans l'appropriation des outils d'IA, IA générative et IA agentique

Elle doit pouvoir fonctionner en mode resserré (équipe experte 100% fournisseur) ou élargi (équipe hybride entre ressource fournisseur et ressource d'une ou plusieurs entités du groupement d'achats).

5. Nature des prestations attendues – Spécifications propre au lot 2

5.1 Compute

Le catalogue devra comporter 4 gammes de GPU :

Architecture GPU	Mémoire	Type mémoire	Bande passante	FP32 Tensor (TF32)	FP16 Tensor (BF16/FP16)	TDP
Architecture GPU type 1	~80 Go	HBM2e	~3,4 To/s	495 TFLOPS	989 TFLOPS	350 W-700W
Architecture GPU type 2	~140 Go	HBM3(e)	~4,8 To/s	495 TFLOPS	989 TFLOPS	700 W
Architecture GPU type 3	~190 Go	HBM3(e)	~8 To/s	900 TFLOPS	1 750 TFLOPS	~1000 W
Architecture GPU type 4	~190 Go	HBM3€ (HBM4)	~10 To/s	1 100 TFLOPS	2 250 TFLOPS	1000–1300 W

Accès à des ressources GPU opérées en France ou en Europe, avec garanties de maîtrise de bout en bout et capacité à répondre à des pics de charge. Au moins une offre du catalogue doit être opérée en France.

Sans vocation à l'exhaustivité, voici les options devant au minimum être disponibles au catalogue du titulaire de l'accord-cadre :

- Cloud public, cloud local et cloud qualifié SecNumCloud

- Option de disposer de clusters privés dédiés par entité

Enfin, le catalogue du titulaire du Lot 2 comprendra nécessairement la mise à disposition de solutions souveraines, et des solutions SecNumCloud ; les entités composant le groupement d'achats pouvant avoir des contraintes ou appétences différentes entre ces deux options.

5.2 Niveaux de service Lot 2

Les spécifications ci-après ne sont pas requises pour toutes les solutions du catalogue du distributeur. Les niveaux de services proposés doivent être similaires à des niveaux standards, comme suit :

5.2.1. Disponibilité des services

- Compute : 99,9 % de disponibilité mensuelle garantie (hors maintenances planifiées).
- Fenêtre de maintenance planifiée : notification au moins 5 jours ouvrés à l'avance, durée maximale 4h consécutives, hors heures ouvrées.
- Garantie de Temps de Rétablissement : 4h
- Existence de plans de gestion de crise et de continuité d'activité (PCA/PRA) pour garantir la continuité d'activité

5.2.2. Support technique

- Support standard (incident non bloquant production) : 8h-18h, jours ouvrés, réponse sous 4h ouvrées.
- Support critique (incident bloquant production) : 24/7, réponse sous 1h, résolution sous 4h.
- Canaux : portail web, email, téléphone.

5.2.3. Délai de fourniture

- Fourniture d'un devis : sous 2 jours ouvrés après demande, étant entendu que les prix sont en tous les cas ceux fixés par l'accord-cadre (le devis correspond donc uniquement à la définition de la taille du service demandé, dans le cadre d'un appel à prestation experte par exemple)
- Mise à disposition d'un service compute (après finalisation de la phase de set-up) : sous 2 jours ouvrés après commande
- Activation d'une prestation experte : sous 5 jours ouvrés après commande.

5.2.4. Sécurité et conformité

- Notification de la détection d'un incident de sécurité : sous 1h après détection.
- Fourniture de la description de l'incident et de son impact : sous 48h après la détection de l'incident
- Mise en œuvre d'un correctif temporaire ou d'une solution palliative dans les 5 jours à compter de la détection de l'incident.

5.2.5. Réversibilité

- Restitution des données : sous 10 jours ouvrés après demande de sortie.
- Accompagnement à la migration : plan de réversibilité fourni sous 15 jours après notification.

5.2.6. Reporting

- Rapport mensuel d'activité : disponibilité, incidents, SLA, consommation, conformité.
- Comité de pilotage : biannuel, avec rapport détaillé transmis 5 jours avant la réunion.

5.3 Prestations d'expertises

Les membres du groupement pourront commander des prestations de conseil / d'expertise, en fonction de leurs besoins, pour accompagner les entités dans l'installation, l'optimisation et la gestion des infrastructures, et les transferts de compétences correspondants.

6. Conformité réglementaire

Le catalogue des distributeurs devra retenir des offres qui respectent les contraintes réglementaires suivantes :

- Respect du Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle ;
- Respect du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ("RGPD");
- Respect du Règlement (UE) 2022/2554 pour la mise en place d'un cadre commun en matière de résilience opérationnelle numérique des entités financières ("DORA");
Respect des lois et réglementation française et européenne en matière de protection et respect des droits de propriété intellectuelle.

7. Annexes

- Annexe 1 : Liste des membres du groupement d'achats

CAISSES DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
AGR
BPI France SA et filiales (BPI FINANCEMENT et BPI INVESTISSEMENT)
CDC BIODIVERSITE
CDC INVESTISSEMENT IMMOBILIER
CDC PLACEMENT
CNP ASSURANCES
COMPAGNIE DES ALPES
DOCAPOSTE
GEOPOST
GIE SYSTEMES D'INFORMATION ET NUMERIQUE (Groupe CDC Habitat)
ICADE
INFORMATIQUE CDC
LA BANQUE POSTALE (LBP)
LA POSTE SA
SCET
SFIL
STOA
TONUS TERRITOIRES